

La CROIX, mardi 10 juillet 2007

OPINIONS --- Michaël CHETRIT et Mahor CHICHE, Secrétaire national et Président de l'association Sauver le Darfour (1)

DES PRESSIONS SUR LA CHINE S'IMPOSENT

Le 25 juillet 2004, de Castel Gandolfo, le Pape Jean-Paul II avait été un des premiers chefs d'Etat à dénoncer la violence sévissant au Darfour, stigmatisant dans son discours « la pauvreté, le désespoir et la mort » régnant dans cette partie de l'Afrique. Il avait dépêché à l'époque, Mgr. Cordes, président du Conseil Pontifical Cor Unum, dans l'Ouest du Soudan, pour visiter le camp de réfugiés de Nyala et pour rencontrer les responsables locaux.

Depuis, le Vatican a exhorté les nations et les organismes internationaux à réagir.

Dernière initiative en date, la France a pu réunir une conférence internationale sur le Darfour. Pourtant, aucune avancée concrète n'est encore perceptible.

Et pour cause, cinq jours à peine après l'annonce de la tenue de la conférence par le Président français, le 7 juin dernier, la dictature soudanaise s'était empressée de feindre d'accepter ce qui constituait l'objectif même de cette conférence, à savoir le déploiement d'une force hybride de l'ONU et de l'Union africaine, neutralisant toute velléité de coercition à son encontre.

La technique est éprouvée. Depuis le début de la crise du Darfour, la junte soudanaise est passée maîtresse dans l'art d'éviter les sanctions, ce qui lui a permis de continuer de procéder aux exactions en toute impunité, avec le soutien il est vrai d'un allié de poids, la Chine.

En à peine dix ans, la Chine est devenue le premier partenaire économique du Soudan. Elle absorbe désormais 71% des exportations soudanaises, très loin devant le Japon (12%) et l'Arabie Saoudite (2.8%). Cela permet en retour au Soudan de lui acheter des armes, que l'on retrouve entre les mains des miliciens à la solde de Khartoum au Darfour, les Janjawids.

L'implantation économique de la Chine au Soudan est d'ailleurs pas fortuite. Elle est la conséquence de l'abandon du Sud-Soudan par les pays occidentaux, suite à une guerre pour le pétrole qui fait près de deux millions de morts parmi les populations chrétiennes et animistes.

On a en effet assisté au départ de l'américain Chevron suite à la mort de plusieurs de ses employés en 1984, du canadien Talisman Energy en 2002 pour mettre fin à une campagne internationale de boycottage, et du français Total, propriétaire d'une concession de 40 ans conclue en 1980 et qu'il n'a jamais pu exploiter.

Dès lors, il faut se rendre à l'évidence, nos pays démocratiques n'ont quasiment

plus aucun moyen de pression économique direct sur le Soudan. D'ailleurs, toutes les ONG s'accordent pour considérer que ce n'est pas l'hypothétique déploiement d'une force hybride d'à peine 22 000 hommes dans un pays grand comme la France qui permettra l'installation d'une paix durable au Soudan.

Il ne reste donc plus qu'une voie : convaincre la Chine, qui est représentée au groupe de contact élargi sur le Darfour, d'abandonner la dictature soudanaise. La chute de la junte permettra l'organisation des premières élections libres au Soudan depuis le coup d'Etat du Front islamique national en 1989.

Le Soudan est en effet l'un des pays du monde les plus proches de la faillite selon le classement 2007 des Instituts de notation Foreign policy et Fund for Peace.

Le peuple soudanais est excédé par la corruption qui règne dans tout le pays et souhaite la paix.

Nos pays démocratiques ont des arguments de poids pour convaincre la Chine. Les Etats-Unis, le Japon, l'Allemagne et la France représentent en effet à eux seuls 40% des exportations chinoises totales.

La Chine n'est pas encore le géant économique que l'on dit. En dépit d'un taux de croissance de 10% par an, elle atteint un niveau de PIB proche de celui de la France. Plus encore, les échanges de la Chine avec l'Union européenne sont très favorables à la Chine, qui a enregistré plus de 60 milliards d'euros d'excédent en 2005.

Si la Chine veut pouvoir bénéficier de relations commerciales internationales indispensables à son développement, elle doit comprendre qu'elle ne peut continuer à soutenir un régime soudanais, responsable de la mort de 2 millions et demi de morts en vingt ans. Il faut espérer que dans le cadre des prochaines réunions du groupe de contact élargi sur le Darfour mis en place à l'initiative de la France, nos pays démocratiques trouveront la volonté et les mots pour le lui faire comprendre.

(1) www.sauverledarfour.org